



**Liberté • Égalité • Fraternité**

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PRÉFÈTE DE SEINE-ET-MARNE**

Direction Régionale et Interdépartementale  
de l'Environnement et de l'Energie  
d'Ile-de-France

Unité Territoriale de Seine-et-Marne

**Arrêté préfectoral n°2014/DRIEE/UT77/074**

**du 04 juin 2014**

**de mise en demeure à l'encontre de la Société NCH France de respecter certaines prescriptions de son arrêté préfectoral complémentaire n° 09 DAIDD IC 182 du 7 juillet 2009 imposant des prescriptions complémentaires à la mise en place d'une surveillance semestrielle des eaux souterraines pour le site sis à PROVINS**

La Préfète de Seine-et-Marne,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,

VU le Code de l'Environnement, Livres I<sup>er</sup> et V, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5,

VU l'arrêté préfectoral n° 13/PCAD/84 du 27 août 2013 donnant délégation de signature à Monsieur Alain VALLET, directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France,

VU l'arrêté n° 2013 DRIEE IdF 85 du 9 octobre 2013 portant subdélégation de signature,

VU l'arrêté préfectoral n° 90 DAE 2IC 024 du 13 février 1990 autorisant la SA NCH International à augmenter la capacité de stockage de l'entrepôt couvert qu'elle exploite à PROVINS, Zone Industrielle BP n°102,

VU le récépissé de déclaration n° 13 578 du 13 février 1990 relatif à l'exploitation à PROVINS, ZI, dans l'enceinte de son entrepôt, d'un dépôt d'aérosols (gaz combustibles liquéfiés : butane ou propane en bombe),

VU le courrier en date du 11 avril 1997 de Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne prenant acte de la déclaration de la Société NCH International lui permettant de bénéficier de l'antériorité par référence à la rubrique 2910.A.2 (installation de combustion de gaz soumise à déclaration),

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 09 DAIDD IC 182 du 7 juillet 2009 imposant des prescriptions complémentaires à la mise en place d'une surveillance semestrielle des eaux souterraines à la Société NCH à PROVINS,

VU le courrier en date du 31 juillet 2008 de la Société NCH France notifiant à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne la cessation des activités de son site sis avenue de la Voulzie à PROVINS pour le 31 octobre 2008 au plus tard,

VU le courrier en date du 13 octobre 2008 de la Société NCH France à Monsieur le Préfet, et le rapport annexé relatif à la cessation d'activité, mémoire complémentaire à la notification d'arrêt, publié le 7 octobre 2008 par le bureau d'études ERM,

VU le courrier en date du 18 février 2009 de l'Inspection des Installations Classées demandant à la Société NCH France de l'informer des mesures qu'elle doit mettre en œuvre pour s'assurer de la compatibilité du projet de la Société LECLERC (repreneur du site) avec l'état du site décrit dans le rapport relatif à la cessation d'activité publié le 7 octobre 2008,

VU le courrier en date du 20 janvier 2010 de la Société NCH France informant Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne que les 4 piézomètres du site ont été recouverts par la Société LECLERC, mais seront réimplantés,

VU le courrier en date du 11 décembre 2012 de Madame la Préfète de Seine-et-Marne demandant notamment à la Société NCH de transmettre sous 1 mois les résultats de la surveillance de la qualité des eaux souterraines,

VU les courriels en date des 14 juin et 13 novembre 2013 de l'Inspection des Installations Classées à la Société NCH demandant notamment la transmission des résultats de surveillance de la qualité des eaux souterraines,

VU les rapports de surveillance de la qualité des eaux souterraines d'octobre 2010 à juin 2012 (4 campagnes de mesures) transmis par courriel en date du 21 novembre 2013,

VU le courrier en date du 6 février 2014 de Madame la Préfète de Seine-et-Marne demandant à la Société NCH de transmettre notamment sous 1 mois les résultats de surveillance des eaux souterraines depuis juillet 2012,

VU le courrier en date du 25 février 2014 de la Société NCH France demandant notamment l'arrêt de la surveillance de la qualité des eaux souterraines,

VU le rapport en date du 15 avril 2014 de l'Inspection des Installations Classées à Madame la Préfète de Seine-et-Marne proposant notamment de mettre en demeure la Société NCH de respecter l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 juillet 2009 susvisé,

Vu le courrier en date du 15 avril 2014 de l'Inspection des Installations Classées transmettant son rapport du 15 avril 2014 susvisé et proposant à la Société NCH, le cas échéant, de formuler ses observations sous 15 jours, soit avant le 30 avril 2014,

VU le courriel en date du 14 mai 2014 de la Société NCH à l'Inspection des Installations Classées,

CONSIDERANT que la Société NCH France ne respecte pas l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 juillet 2009 susvisé car il ne réalise notamment pas d'analyses semestrielles au droit des eaux souterraines de son ancien site,

CONSIDERANT que selon les rapports de surveillance des eaux souterraines d'octobre 2010 à juin 2012 fournis, les pollutions en hydrocarbures, benzène et chlorobenzène restent présentes,

CONSIDERANT que la demande de rendez-vous formulée par la Société NCH France par courriel en date du 14 mai 2014 n'est pas considérée comme une observation quant à la proposition de mise en demeure,

CONSIDERANT qu'aucune observation n'a été formulée par la Société NCH France quant à la proposition de mise en demeure,

SUR proposition du Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France,

## ARRETE

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : TITULAIRE DE L'AUTORISATION**

La Société NCH France, dont le siège social est situé 2 parc du Durteint à PROVINS (77 160), est mise en demeure, pour l'ancien site sis 22 avenue de la Voulzie à PROVINS (77 160), de respecter sous 1 mois l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 09 DAIDD IC 182 du 7 juillet 2009 imposant des prescriptions complémentaires à la mise en place d'une surveillance semestrielle des eaux souterraines pour le site sis à PROVINS, en réalisant une surveillance semestrielle de la qualité des eaux souterraines au droit des 4 ouvrages identifiés dans l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé, concernant les paramètres hydrocarbures (ouvrages MW1 à MW4) ainsi que benzène et chlorobenzène (ouvrage MW1) ; les relevés des niveaux piézométriques doivent également être réalisés.

## ARTICLE 2 : RÉSULTATS

Les résultats de la surveillance doivent être transmis à l'Inspection des Installations Classées sous un mois à compter de leurs réceptions, accompagnés des commentaires argumentant les évolutions constatées et proposant les actions correctives éventuelles qui s'imposent.

## ARTICLE 3 : SANCTIONS

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions des articles 1 et 2 du présent arrêté dans les délais imposés, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L.171-8-II du Code de l'Environnement.

## ARTICLE 4 : FRAIS

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## ARTICLE 5 : INFORMATIONS DES TIERS (ART. R 512-39 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT)

Une copie de l'arrêté est déposée en mairie et peut y être consultée. Une copie du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affichée en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

## ARTICLE 6 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L.514-6 du Code de l'Environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré devant le Tribunal Administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 MELUN, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même Code :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service,
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

## ARTICLE 7 : EXECUTION

- le Secrétaire Général de la Préfecture,
- la Sous-Préfète de PROVINS,
- le Maire de PROVINS,
- le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à PARIS,
- le Chef de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à SAVIGNY-LE-TEMPLE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera notifiée à la Société NCH France, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 4 JUIN 2014

La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation,

Pour le Directeur empêché,

Le Chef de l'Unité Territoriale de Seine-et-Marne

signé

Guillaume BAILLY

Pour ampliation

La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation,

Pour le Directeur empêché,

Le Chef de l'Unité Territoriale de Seine-et-Marne

Guillaume BAILLY



#### DESTINATAIRES D'UNE AMPLIATION :

- La Société NCH France,
- La Sous-Préfète de PROVINS,
- Le Maire de PROVINS,
- La Préfète de Seine-et-Marne (SIDPC),
- La Préfète de Seine-et-Marne (DCSE),
- Le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé,
- Le Directeur Départemental des Territoires (SEPR),
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Energie et de l'Environnement d'Ile-de-France à PARIS,
- Le Chef de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à SAVIGNY-LE-TEMPLE.